

Une thèse de Master finlandaise analyse le dialogue dans la crise du Burundi

@rib News, 22/08/2017 Par Juho Takkunen (twitter : @juhotakku) Outre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, les accords principaux sur la définition de la crise burundaise sont formés autour de la question du droit à dialoguer et des différentes perceptions sur l'essence de la violence dans la crise. C'est ce que révèle la recherche faite par un étudiant finlandais Juho Takkunen, du programme de Master de la recherche de la paix et des conflits à l'Université de Tampere, en Finlande.

Selon l'étude, il y a des accords radicaux entre le gouvernement et le camp d'opposition-société civile principalement en Belgique sur la définition de la violence. Le dialogue dans la crise a conduit à un monologue, bien que le dialogue inclusif est l'objectif de toutes les parties. Ces accords expliquent pourquoi il y a des tensions entre les parties en conflit. La narrative du gouvernement burundais est de refuser le droit au dialogue à l'opposition définie comme « radicalisée », tout comme les participants au coup d'état manqué, qualifiés comme « terroristes ». L'autre côté, l'opposition et la société civile soulignent leur droit à lutter contre le régime illégitime. Cette histoire est utilisée dans les narratives des deux parties différemment pour soutenir les points de vue respectifs. Le gouvernement a souvent décrit la situation au Burundi comme « normale » et nié toute violence, alors que le camp d'opposition-société civile a évoqué une « répression étatique » systématique. Tous les deux camps se sont avérés avoir manipulé l'information sur le conflit. Quant à la question ethnique, il y a plusieurs interprétations présentées. Le gouvernement souligne « l'unité » des Burundais, alors que l'opposition et la société civile parlent parfois de l'homme tutsi ou plus souvent d'une répression de tout opposant. Le discours d'un « risque de génocide » est principalement utilisé par les ONG internationales. L'étude, qui a été faite en anglais, porte sur la période entre 2015 et mai 2017. Elle a été faite en interviewant des membres de la diaspora burundaise en Belgique, dont un diplomate, un ex-diplomate, un activiste de la société civile, un journaliste et un membre de la plateforme CNARED. En plus, le matériel inclut des discussions entre Burundais sur Twitter et Facebook, des articles de médias sur la crise burundaise et un vidéo-documentaire par France24. Il s'agit de l'un des premières études sur la crise actuelle qui perdure au Burundi faite du point de vue des acteurs locaux et de la diaspora burundaise. La directrice du mémoire était la chercheuse Aïlise Féron. Il est possible de lire l'étude en entier sur le site de l'Université de Tampere. Accès à la publication : Cliquez-ici

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});